

MOHAMMED SAÏD :

«Quand les responsables de l'échec osent parler de changement»

Mohammed Saïd, le président du PLJ, le Parti de la liberté et de la justice, était samedi à Aïn Defla où il a animé un meeting dans le cadre de la campagne pour les législatives prévues pour le 10 mai prochain.

Pour justifier le début timide de cette campagne, le manque d'engouement et d'enthousiasme des citoyens pour cette échéance électorale, M. Saïd évoque les conditions socioéconomiques très difficiles qui se sont accumulées et auxquelles le citoyen se trouve confronté au quotidien, notamment, explique-t-il, «la flambée des prix, les discours servis qui n'arrivent plus à convaincre l'électorat où chacun des 44 partis s'évertue à commercialiser des slogans qui n'œuvrent à aucune réalité tangible».

Pour M. Mohammed Saïd, «un rendez-vous électoral de cette importance doit être une occasion de demander des comptes à ceux qui ont été élus, à ceux qui ont géré, et de les sanctionner en leur retirant notre confiance».

Il dresse un constat amer de la situation. «Nos citoyens ne sont pas dénués de sens critique ni de jugement objectif. Ils se rendent compte que leur situation au lieu

de s'améliorer dans différents secteurs, au contraire elle ne fait qu'empirer» et de citer le cas de la baisse de niveau dans les écoles, l'état des routes, de la santé, de l'emploi, du logement. «Que dire aux millions de femmes qui n'ont pas connu la joie de la maternité parce qu'elle ne se sont pas mariées et que les mariages sont devenus très difficiles voire impossible faute de logement ou de moyens?»

L'orateur dénonce alors «ceux qui osent venir se représenter alors que pendant 5 ans, ils ont été toujours absents même lors des séances de l'APN».

Le président du PLJ trouve que les citoyens sont déboussolés, ils ne savent plus qui croire et «tout le monde parle de changement, les anciens comme les nouveaux».

Il en vient ensuite à faire un bref rappel et se désolé que l'ouverture du champ politique n'ait pas eu lieu dès 1999. «Cette ouverture aurait pu nous éviter bien des déboires et



Photo : Samir Sid

surtout nous faire gagner plus de crédibilité et de confiance chez les gouvernants et autres gestionnaires», mais ajoute-t-il, «l'arbitraire a dominé et le champ politique est resté fermé jusqu'à récemment».

Tout comme il s'interroge sur la démocratie en vigueur. «C'est une démocratie de façade dominée par l'unanimité, où opposition et contre-pouvoir sont absents». Abordant le phénomène de la cor-

ruption, il dira qu'«elle est née du fait que personne n'a à rendre des comptes de sa gestion» et de constater, à titre d'exemple, que «l'homme de l'Exécutif ne fait même pas cas de l'APN, il vient quand il veut et répond quand il veut et comme il veut», et d'ajouter «la corruption a permis à des parvenus d'amasser des fortunes colossales et vite, enrichir les riches et appauvrir les pauvres».

M. Mohamed Saïd parle alors du changement : «Il interviendra si de par notre vote nous leur (ceux qui sont à l'origine de la situation, précise-t-il) dirons de partir et de ne plus revenir». Ils sont qualifiés d'intermédiaires de la corruption, à ce sujet il relate que «certains font de l'investissement, ils donnent des milliards pour être têtes de liste, élus et acquérir l'impunité qui leur permettra de rentabiliser leur «investissement».

Dénonçant ces pratiques, M. Saïd, dira que «l'achat des voix est un acte humiliant, un avilissement pour le citoyen».

Parlant de ces commerçants des voix, «pour endormir leur conscience, ils iront se payer un hadj (pèlerinage) ou une «omra...

pour s'acheter le pardon mais ils se leurrent».

Néanmoins, il tire la sonnette d'alarme «si le changement dans la façon de gouverner ne changera pas après le 10 mai, il nous sera imposé de l'extérieur et alors là ce sera le saut dans l'inconnu».

Les partis de l'Alliance présidentielle n'ont pas échappé aux critiques sévères de M. Saïd : «Que dire des partis qui ont renié le programme sur la base duquel ils ont été élus et ils sont devenus de simples instances exécutives et de soutien, en un mot des partis sans programme.»

Il a été aussi question du FLN. Répondant à une question posée par l'assistance sur cette formation politique, l'orateur dira : «Nous reconnaissons au «Front» d'avoir été le fer de lance du combat contre la puissance coloniale, d'avoir permis la libération nationale et d'avoir assis l'Etat algérien, c'est donc que le «Front» est cher à tous les Algériens.... Mais... le parti du FLN, ce qu'il est devenu ne nous incombe pas et nous ne voulons pas nous immiscer dans ses affaires intérieures.»

Karim O.

FAOUZI REBAÏNE

Des réserves sur la transparence des élections

Avant d'animer un meeting au niveau de la maison de la culture Boubakeur-Nouar où la salle s'est avérée trop exiguë pour contenir la grande foule venue le rencontrer Faouzi Rebaïne, président du parti AHD 54, a eu un entretien avec la presse locale. Répondant à des questions posées par *Le Soir d'Algérie*, Faouzi Rebaïne a laissé entendre qu'il ne croit pas trop à des élections transparentes. Selon lui, le pouvoir actuel fera tout pour rester en place, partant de là, il doit recourir à la fraude. Selon notre interlocuteur, il y a au moins 27 formations politiques qui soutiennent le pouvoir actuel, en plus des pressions de l'extérieur qui le font penser à une large fraude lors des prochaines élections. Selon Rebaïne, son parti est la seule formation de l'opposition qui a maintenu sa lignée depuis plus de 30 ans de contre-pouvoir. Selon le président de AHD 54, il y'aurait au moins 70 postes à l'APN qui seront attribués aux alliés du pouvoir. Toujours selon Rebaïne, la bonne santé politique passe forcément par l'alternance du pouvoir.



Photo : Samir Sid

Moussa Chtatha

Pour Abdelmadjid Menasra, président du Mouvement pour le changement, il ne suffit pas d'envoyer des messages au peuple algérien pour qu'il aille voter, «lorsqu'on veut exhorter les citoyens à aller voter, il faut leur assurer la crédibilité et la transparence du scrutin, alors ne croyez pas les sms du ministère de l'Intérieur», dira l'intervenant lors d'un meeting animé hier à la salle Saâda à Oran.

Le discours d'une vingtaine de minutes a été axé sur un seul slogan qui revenait en boucle «le peuple veut le changement».

Un changement que le peuple ne peut plus attendre car, dira l'intervenant, c'est une priorité, l'attente de ce

ABDELMADJID MENASRA :

«Ne croyez pas les sms du ministère de l'Intérieur»



Photo : Samir Sid

changement ne fera que pousser l'Algérie vers la catastrophe et l'explosion, ce que nous ne voulons absolument pas».

Tout en réitérant son appel pour un changement pacifique, le prési-

dent du FC prévient les citoyens «attention, il y a un complot que mènent deux parties, l'une appartenant à l'opposition et qui croit qu'en appelant au boycott, cela nuira au pouvoir, l'autre partie est issue du pouvoir en place qui cherche à épuiser la démocratie à travers la dispersion des voix et aboutir à un Parlement sans aucun pouvoir décisionnel et ainsi démotiver le peuple qui aspire au changement».

Abdelmadjid Menasra s'est par la suite adressé au pouvoir actuel, lui rappelant que ce sont les dernières élections qu'il organise, «ou bien ces élections seront en règle et ce pouvoir sortira indemne, ou alors entachées de fraude et il sortira par une issue étroite et je pense que tous ont en tête la fuite de «Zine El Haribine» (Zine El Abidine le fuyard), l'aliement de Moubarak et la mort de Kadhafi».

Amel Bentolba

ILS ONT PRÉSENTÉ DES REVENDICATIONS COMMUNES

Des syndicats du secteur de la santé s'organisent en intersyndicale

Des syndicats du secteur de la santé se sont organisés en intersyndicale. Le SNPSP, le SNPSSP, le Snapsy et le Snepm ont annoncé hier qu'ils présenteront une plateforme de revendications commune à la tutelle. Ils prévoient aussi de saisir le Bureau international du travail.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - Le Syndicat national des praticiens de la santé publique, le Syndicat des praticiens spécialistes de la santé publique, le Syndicat des psychologues ainsi que celui des enseignants du paramédical ont animé, hier, une conférence de presse commune où ils ont annoncé qu'ils portent une plateforme de revendications commune. Le premier point sur la liste des revendications de l'intersyndicale

concerne le droit de la pratique syndicale, suivi par la nécessité de disposer des moyens nécessaires à une bonne prise en charge des patients et par les ajustements des statuts et la prise en charge du régime indemnitaire. Pour les intervenants, des actions communes seront organisées en vue de faire aboutir les revendications. Ils préciseront à cet effet que contrairement à ce qu'a déclaré le ministère de la Santé, «la principa-

le revendication des syndicats ne concerne par la question des salaires.

La relation entre le malade est nous est importante, toutefois la réalité du système de santé ne nous permet pas d'assurer une bonne prise en charge». Ils annoncent aussi l'organisation d'un rassemblement commun dont ils n'ont pas précisé la date. Les intervenants noteront aussi l'urgence de la tenue d'une conférence nationale sur le secteur de la santé mais cette fois-ci organisée par les syndicats et non pas par la tutelle. Les syndicalistes reviendront aussi sur la question des salaires qu'ils jugeront dérisoires. Ils préciseront

aussi que les points de revendications présentés par les syndicats sur les spécificités de chaque spécialité n'ont pas été pris en charge par la tutelle qui, disent-ils, a choisi d'interrompre le dialogue et d'opter pour une attitude répressive. Cette dernière concerne notamment le recours à la justice pour interdire les grèves comme cela est le cas pour le SNPSSP, tel que précisé par le docteur Yousfi, président du syndicat. A cet effet, les syndicalistes ont annoncé qu'ils saisiraient les instances internationales comme le Bureau international du travail, en vue de revendiquer leur droit à l'exercice syndical.

L'intersyndicale compte aussi adresser une lettre au président de la République. En plus de ces actions communes, les présents expliquent que chaque syndicat poursuivra ses propres actions. De ce fait, à partir d'aujourd'hui, le SNPSSP rentre dans une grève illimitée. Le syndicat organisera demain un rassemblement devant le ministère de la Santé. Le docteur Yousfi dira qu'il n'y a eu aucun contact avec le ministère de la Santé depuis le 4 avril dernier. Pour sa part, le SNPSP a opté pour une journée de protestation le 30 avril et une grève de trois jours, à partir du 7 mai.

F-Z. B.